



Société Française de
Finances Publiques



MAI 2024
N° 32

Veille mensuelle
Textes et jurisprudences

MAI 2024

Cette nouvelle veille trimestrielle, qui n'est nullement exhaustive, fait une sélection de textes et de jurisprudences, livrés ici à l'« état brut » par un simple renvoi vers les pages des sites officiels, pouvant intéresser les spécialistes de finances publiques.

*Cette veille est un complément au **Billet bibliographique mensuel**, dans lequel peuvent figurer les références doctrinales des analyses de certains des textes et jurisprudences mentionnés ici.*

Lois

► **31 mai 2024** – Loi n° 2024-494 visant à assurer une justice patrimoniale au sein de la famille (spéc. art. 4, 5 et 6) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049629693>

Décrets

► **3 mai 2024** – Décret n° 2024-407 pris pour l'application des dispositions du C du V de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 concernant les investissements réalisés dans les départements d'outre-mer et à Saint-Martin dans le secteur des transports :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049502225>

► **3 mai 2024** – Décret n° 2024-413 modifiant le décret n° 2021-655 du 26 mai 2021 relatif au crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques prévu à l'article 220 sexdecies du code général des impôts :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049503613>

► **7 mai 2024** – Décret n° 2024-417 modifiant le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049516105>

► **21 mai 2024** – Décret n° 2024-451 modifiant le décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000049564091>

► **22 mai 2024** – Décret n° 2024-457 modifiant diverses dispositions relatives aux créances de l'Etat mentionnées aux articles 112 à 124 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049583404>

► **24 mai 2024** – Décret n° 2024-464 relatif à la définition des indicateurs de performance économique prévus au c du 3° de l'article 44 sexies-0 A du code général des impôts :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000049591315>

► **24 mai 2024** – Décret n° 2024-466 relatif aux conditions d'inscription dans les budgets locaux du produit de la redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public affecté au financement de prises de participations dans les sociétés productrices d'énergies renouvelables :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049592293>

► **27 mai 2024** – Décret n° 2024-481 portant publication de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la

prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (ensemble une annexe), signée à Chisinau le 15 juin 2022 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049607876>

► **30 mai 2024** – Décret n° 2024-495 pris pour l'application des dispositions de l'article 210 F du code général des impôts dans leur rédaction issue de l'article 51 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000049629750>

► **30 mai 2024** – Décret n° 2024-496 portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000049629761>

► **30 mai 2024** – Décret n° 2024-497 portant incorporation au livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre :

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000049629868>

Conseil d'État (arrêts intéressant la matière financière et publiés au Recueil)

► **17 mai 2024** – 466767 – *M. E... I... et Mme K... D..., épouse I...* (Contributions et taxes. – Impôts sur les revenus et bénéfices. – Revenus et bénéfices imposables – Règles particulières. – Revenus fonciers. – Dispositif « Robien » permettant la déduction d'un amortissement calculé sur le prix d'acquisition d'un bien immobilier destiné à la location – Condition tenant à ce que le loyer n'excède pas un plafond – « Sous-sol » non pris en compte dans le calcul de la surface de référence — 1) Pièces dont le plancher est situé en-dessous du niveau du sol – 2) Illustration – Pièces dépourvues d'un éclairage naturel suffisant) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049590574>

► **31 mai 2024** – 466731 – *Association « Ligue française contre la vivisection et l'expérimentation sur l'homme et l'animal et pour leur remplacement par des méthodes substitutives* (Contributions et taxes. – Impôts sur les revenus et bénéfices. – Règles générales. – Impôt sur le revenu. – Etablissement de l'impôt. – Réductions et crédits d'impôt. – Sommes versées au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique (B du 1° de l'art. 200 du CGI) – Caractère philanthropique – Notion – Exclusion – Association dont l'action est consacrée à la protection animale) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049631234>

► **31 mai 2024** – 474271 – *Groupement de coopération sanitaire de moyens « Pôle logistique hospitalier Nord Franche-Comté »* (Contributions et taxes. – Impositions locales ainsi que taxes assimilées et redevances. – Taxes foncières. – Taxe foncière sur les propriétés bâties. – Exonération en faveur des GCS (1° de l'art. 1382 du CGI) – Portée – 1) Au titre des années antérieures à 2019 – 2) À compter de l'année 2019) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049631267>

► **31 mai 2024** – 475692 – *M. D... C... et Mme A... C...* (Contributions et taxes. – Impôts sur les revenus et bénéfices. – Revenus et bénéfices imposables – Règles particulières. – Revenus fonciers. – Droit à la déduction d'un amortissement calculé sur le prix d'acquisition d'un bien immobilier destiné à la location (H du 1° du I de l'art. 31 du CGI) – Majoration due en cas de

méconnaissance d'un engagement du contribuable – Exonération en cas de licenciement – Portée) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049631283>

► **31 mai 2024** – 476354 – *SAS Awalee Consulting* (Contributions et taxes. – Impôts sur les revenus et bénéfiques. – Revenus et bénéfiques imposables – Règles particulières. – Bénéfices industriels et commerciaux. – Calcul de l'impôt. – Prise en compte, pour le double de leur montant, des dépenses des personnels titulaires d'un doctorat pendant les vingt-quatre premiers mois suivant son obtention – Cas où cette obtention est postérieure au recrutement – Prise en compte à compter de la date d'obtention du doctorat) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049631286>

► **31 mai 2024** – 476479 – *SAS Les Vignobles Réunis – Rouillet* (Contributions et taxes. – Impôts sur les revenus et bénéfiques. – Revenus et bénéfiques imposables – Règles particulières. – Bénéfices industriels et commerciaux. – Détermination du bénéfice net. – Charges financières. – Déductibilité des intérêts des sommes prêtées par une entreprise avec laquelle l'emprunteuse entretient des liens de dépendance (I de l'art. 212 du CGI) – Condition relative à ce que la prêteuse soit assujettie à un impôt minimal sur les bénéfiques – Cas où seuls les associés de cette dernière sont assujettis à un tel impôt) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049631289>

► **31 mai 2024** – 482470 – *SARL 5Com* (Contributions et taxes. – Impôts sur les revenus et bénéfiques. – Règles générales. – Impôt sur le revenu. – Cotisations d'IR mises à la charge de personnes morales ou de tiers. – Retenues à la source. – Retenue sur les sommes payées en rémunération des prestations de toute nature fournies ou utilisées en France (art. 182 B du CGI) – Champ – Sommes versées en rémunération de prestations réelles) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049631290>

► **31 mai 2024** – 488432 – *SC Philae* (Contributions et taxes. - Généralités. - Règles générales d'établissement de l'impôt. - Contrôle fiscal. - Vérification de comptabilité. - Garanties accordées au contribuable. - Déroulement dans les locaux de l'entreprise – Exceptions – Illustrations – Comptabilité ne se trouvant pas dans les locaux de l'entreprise – Vérification ne pouvant s'y dérouler dans des conditions matérielles satisfaisantes – Conditions) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000049631294>

Cour de cassation (arrêts intéressant la matière financière et publiés au Bulletin)

► **10 mai 2024** – 21-11.230 – *Fondation Beaux-Arts Stiftung* (Impôts et taxes – Taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des entités juridiques – Exonération – Conditions non remplies – Refus de l'exonération – Atteinte au principe de libre circulation des capitaux – Non) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049533706>

► **10 mai 2024** – 22-18.988 – *Consorts G.* (Impôts et taxes – Impôt de solidarité sur la fortune – Plafonnement – Détermination du plafond – Prise en compte du bénéfice comptable réalisé par les sociétés civiles et son inscription en compte courant comme un revenu imposable – Non en l'absence de résultat bénéficiaire taxable au titre des contrats de capitalisation) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049533714>

► **10 mai 2024** – 22-14.030 – *Mme N... K - G... en tant qu'héritière de M. R... K...* (Impôts et taxes – Impôt de solidarité sur la fortune – Valeur vénale des immeubles – Irrégularité de la procédure d'imposition – Notification irrégulière de la proposition de rectification – Charge de la preuve de la régularité incombant à l'administration) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049533718>

► **10 mai 2024** – 22-18.812 – *M. B... E...* (Impôts et taxes – Impôt de solidarité sur la fortune – Exonération des biens professionnels – Titres de sociétés – Société holding animatrice : non – Refus de l'exonération : oui) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049533720>

► **10 mai 2024** – 21-16.180 – *SCI Société du 29 Esprit des Lois* (Impôts et taxes – Titres de recettes – Régularité – Mentions obligatoires : nom, prénoms et qualité de la personne qui l'a émis – Indication des bases de liquidation : oui) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049533722>

► **23 mai 2024** – 23-80.025 – *M. J... B...* (Fraude fiscale – Poursuites pénales – Exonération – Dépôt spontané d'une déclaration rectificative en application de l'alinéa 8 de l'article L. 228, I, du livre des procédures fiscales – Exception au mécanisme de dénonciation obligatoire qui doit être appréciée strictement – Rejet de la déclaration rectificative par l'administration fiscale – Dénonciation obligatoire : oui – Incompétence du juge pénal pour apprécier la validité du rejet qui relève du contrôle du juge de l'impôt) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049602744>

► **23 mai 2024** – 23-80.088 – *M. O... T...* (Fraude fiscale – Poursuites pénales – Crime ou délit puni d'au moins cinq ans d'emprisonnement et ayant procuré un profit direct ou indirect – Conséquences – Confiscation de tous biens meubles ou immeubles, quelle qu'en soit la nature, divis ou indivis, appartenant au condamné ou dont il a la libre disposition – Mise en mesure de s'expliquer sur les biens dont la confiscation est envisagée et en justifier l'origine) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049602748>

► **30 mai 2024** – 22-16.275, 22-18.666 et 22-18.888 – *M. [GZ] [D]* (Impôts et taxes – Le paiement de l'impôt mis à la charge d'un contribuable, à la suite d'une rectification fiscale lui refusant le bénéfice de la réduction d'impôt escomptée d'une opération de défiscalisation, ne constitue pas un dommage indemnisable, sauf s'il est établi que, sans la faute des personnes en charge de cette opération dont la responsabilité est recherchée, ce contribuable n'aurait pas été exposé au paiement de l'impôt rappelé ou aurait acquitté un impôt moindre) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049641090>

Cour de justice de l'Union européenne

► **8 mai 2024** – *aff. n° C-734/22* – *Republik Österreich c/ GM* (Renvoi préjudiciel – Ressources propres de l'Union européenne – Programme national cofinancé par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) – Aides octroyées par contrat en exécution de ce programme – Protection des intérêts financiers de l'Union – Règlement (CE) no 2988/95 – Champ d'application – Poursuite des irrégularités – Article 3 – Délai de prescription des poursuites – Notion d'"acte interruptif de la prescription" – Principe de

proportionnalité – Demande de remboursement d’aides indûment versées, fondée sur le droit privé d’un État membre) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62022CJ0734>

► **8 mai 2024** – *aff. n° C-241/23 – P. sp. z o.o. c/ Dyrektor Izby Administracji Skarbowej w Warszawie* (Renvoi préjudiciel – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 73 – Livraisons de biens et prestations de services – Apport en nature d’immeubles – Base d’imposition – Contrepartie – Actions – Valeur nominale – Valeur d’émission) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62023CJ0241>

► **16 mai 2024** – *aff. n° C-746/22 – Slovenské Energetické Strojárne a.s. c/ Nemzeti Adó- és Vámhivatal Fellebbviteli Igazgatósága* (Renvoi préjudiciel – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Modalités du remboursement de la TVA en faveur des assujettis non établis dans l’État membre du remboursement – Directive 2008/9/CE – Article 20 – Demande d’informations complémentaires formulée par l’État membre du remboursement – Informations devant être fournies dans un délai d’un mois – Classement de la procédure en raison de l’absence de réponse de l’assujetti dans ce délai – Article 23 – Refus de prise en compte des informations présentées pour la première fois au cours de la procédure de recours – Principe d’effectivité – Principe de neutralité de la TVA – Principe de bonne administration) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62022CJ0746>

► **30 mai 2024** – *aff. n° C-627/22 – AB c/ Finanzamt Köln-Süd* (Renvoi préjudiciel – Accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse sur la libre circulation des personnes – Travailleur d’un État membre ayant transféré son domicile vers la Suisse – Avantages fiscaux – Impôt sur le revenu – Mécanisme de l’“imposition sur demande” – Contribuables bénéficiaires – Limitation aux travailleurs salariés assujettis partiellement ayant leur résidence dans un État membre ou dans un État partie à l’accord sur l’Espace économique européen (EEE) – Égalité de traitement) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62022CJ0627>

► **30 mai 2024** – *aff. n° C-662/22 et C-667/22 – Airbnb Ireland UC et Amazon Services Europe Sàrl c/ Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni* (Renvoi préjudiciel – Libre prestation des services – Prestataires de services de la société de l’information – Obligation d’inscription au registre des opérateurs de communication – Obligation de fournir des informations sur la structure et l’organisation – Obligation de verser une contribution financière – Directive 2000/31/CE – Domaine coordonné – Principe du contrôle dans l’État membre d’origine – Dérogations – Notion de “mesures prises à l’encontre d’un service donné de la société de l’information” – Règlement (UE) 2019/1150 – Objectif) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62022CJ0662>

30 mai 2024 – *aff. n° C-664/22 et C-666/22 – Google Ireland Ltd et Eg Vacation Rentals Ireland Ltd c/ Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni* (Renvoi préjudiciel – Libre prestation des services – Prestataires de services de la société de l’information – Obligation d’inscription au registre des opérateurs de communication – Obligation de fournir des informations sur la structure et l’organisation – Obligation de verser une contribution financière – Directive 2000/31/CE – Domaine coordonné – Principe du contrôle dans l’État membre d’origine – Dérogations – Notion de “mesures prises à l’encontre d’un service donné de la société de l’information” – Règlement (UE) 2019/1150 – Objectif) :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62022CJ0664>

► **30 mai 2024** – aff. n° C-743/22 – *DISA Suministros y Trading SLU (DISA) c/ Agencia Estatal de Administración Tributaria* (Renvoi préjudiciel – Taxation des produits énergétiques et de l'électricité – Directive 2003/96/CE – Article 5 – Droits d'accise sur les huiles minérales – Taux régional de droit d'accise sur les huiles minérales venant s'ajouter au taux national – Taux différenciés de droit d'accise sur le territoire d'un État membre en fonction de la région dans laquelle le produit est consommé) :
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62022CJ0743>

BOFiP

► **15 mai 2024** : CTX – TVA – CF – Procédure d'instruction sur place des demandes de remboursement de crédits de TVA (LPF, art. L. 198 A) :
<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14100-PGP.html/ACTU-2023-00149>

► **15 mai 2024** : TVA – Application à compter du 1^{er} janvier 2024 du taux réduit de TVA de 5,5 % aux activités des établissements équestres (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 88) :
<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14203-PGP.html/ACTU-2024-00080>

► **15 mai 2024** : IS – Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo – Bornage du dispositif (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 55) :
<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14242-PGP.html/ACTU-2024-00107>

► **15 mai 2024** : BIC – Actualisation du taux maximum des intérêts admis en déduction d'un point de vue fiscal :
<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14283-PGP.html/ACTU-2024-00127>

► **15 mai 2024** : BNC – BIC – Extension du bénéfice de l'exonération prévue au I de l'article 238 quindecies du CGI aux plus-values réalisées à raison de la perception d'indemnités compensatrices de cessation de mandat par les agents généraux d'assurances exerçant à titre individuel (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 20) :
<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14113-PGP.html/ACTU-2024-00006>

► **15 mai 2024** : IR – IS – Aménagements relatifs à la réduction d'impôt sur le revenu prévue à l'article 199 undecies C du CGI et au crédit d'impôt prévu à l'article 244 quater X du CGI (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 71 et 78) – Actualisation des plafonds de ressources et de loyers applicables au titre de l'année 2024 dans le cadre des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement outre-mer dans le secteur du logement social (CGI, art. 199 undecies C ; CGI, art. 244 quater X et CGI, art. 244 quater Y) :
<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14224-PGP.html/ACTU-2024-00094>

► **16 mai 2024** : RPPM – RSA – Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) – Annulation de commentaires du BOI-RPPM-RCM-40-50-20-20 (Conseil d'État, décision du 8 décembre 2023, n° 482922) :
<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14188-PGP.html/ACTU-2024-00072>

► **22 mai 2024** : IF – Prorogation jusqu'au 31 décembre 2026 des exonérations temporaires de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

en faveur des activités commerciales et artisanales exercées dans les zones de revitalisation des centres-villes (ZRCV) (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 73, XVIII-2°) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14176-PGP.html/ACTU-2024-00065>

► **22 mai 2024** : TFP – Taxe sur les surfaces commerciales – Dispositif de convergence des coefficients multiplicateurs en cas de création ou de changement de régime fiscal (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 153) – Jurisprudence (CE, décision du 11 janvier 2024, n° 473741) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14253-PGP.html/ACTU-2024-00113>

► **22 mai 2024** : IS – Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo – Bornage du dispositif (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 55) – Rectificatif :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14320-PGP.html/ACTU-2024-00148>

► **22 mai 2024** : BIC – Aménagement de la déduction exceptionnelle en faveur des équipements permettant aux navires et aux bateaux de transport de marchandises ou de passagers d'utiliser des énergies propres en vue de garantir sa conformité au nouveau cadre européen applicable en matière d'aides d'État (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 42) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14170-PGP.html/ACTU-2024-00060>

► **28 mai 2024** : IR – Recentrage du crédit d'impôt pour l'acquisition et la pose d'un système de charge pour véhicule électrique et augmentation du plafond de dépenses éligibles (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 18 ; arrêté du 24 avril 2024 pris pour l'application de l'article 200 quater C du code général des impôts) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14141-PGP.html/ACTU-2024-00033>

► **29 mai 2024** : EAT – Modalités de détermination du niveau d'électro-intensité conditionnant l'application des tarifs réduits d'accise sur l'électricité pour les consommations de certaines entreprises industrielles électro-intensives réalisées du 1^{er} février 2024 au 31 janvier 2025 – Rescrit :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14269-PGP.html/ACTU-2024-00120>

► **29 mai 2024** : TVA – Extension du mécanisme d'autoliquidation aux transferts de certificats de garanties d'origine et de production visés dans le code de l'énergie (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 112, I-C) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14300-PGP.html/ACTU-2024-00135>

► **29 mai 2024** : IS – Prorogation jusqu'au 31/12/2027 et extension aux spectacles de cirque du crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 58 et 60) :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14280-PGP.html/ACTU-2024-00125>

► **30 mai 2024** : ENR – Mutations à titre gratuit – Précisions sur le champ des activités éligibles à l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit prévue à l'article 787 B du CGI et à l'article 787 C du CGI (loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, art. 23) – Jurisprudence – Mise à jour suite à consultation publique :

<https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14217-PGP.html/ACTU-2024-00089>

► **30 mai 2024** : RPPM – Retenue à la source applicable aux produits distribués par des sociétés françaises bénéficiant à des personnes dont le domicile ou le siège est situé hors de France – Jurisprudence (CE, décision du 8 décembre 2023, n° 472587) – Publication urgente : <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/14264-PGP.html/ACTU-2024-00117>